

Politique | Grand Poitiers: le projet alimentaire territorial commence à voir le jour



Pour une agriculture et une alimentation de proximité, de qualité et plus durable, pour tous !

Ce lundi soir, la Communauté urbaine de Grand Poitiers et les Communautés de communes du Haut-Poitou et des Vallées du Clain ont présenté les résultats d'une enquête réalisée par Bérengère Mendez du cabinet Auxilia. Cette enquête a deux finalités. Elle vient enrichir le diagnostic du système alimentaire du territoire, et questionner les habitants sur l'avenir et leurs attentes en matière d'alimentation. Enquête qui va servir à co-construire la stratégie du Projet alimentaire territorial.

Avant de commencer quoi que ce soit, il s'agit de recontextualiser. Le projet alimentaire territorial (PAT), c'est un outil national qui définit un cadre stratégique et des réalisations concrètes pour répondre aux enjeux alimentaires et agricoles à l'échelle d'un territoire. Il s'appuie sur un diagnostic de la production agricole et des besoins alimentaires des habitants. Son élaboration est collective et se déroule en plusieurs phases. Fredy Poirier, vice-président de la communauté urbaine de Grand Poitiers, définit les différentes étapes: « *d'abord il y a une phase de diagnostic, puis l'écriture du programme d'actions et enfin, la mise en oeuvre du programme* ».

Le projet

Le PAT s'articule autour de trois Établissements Publics de Coopération Intercommunale que sont Grand Poitiers, les communautés de communes des Vallées du Clain et Haut Poitou. La collaboration de ces trois EPCI « *permet de réunir 83 communes et 1200 exploitations pour travailler ensemble sur toutes les questions qui vont nous relier autour de l'alimentation* », explique Florence Jardin, présidente de la communauté urbaine de Grand Poitiers. « *Autour de l'alimentation on va aussi pouvoir parler santé, qualité environnementale, gestion de l'eau. Toutes ces questions vont être abordées à un moment ou à un autre* », poursuit-elle. Les objectifs principaux s'articulent autour de « *nourrir localement* », de façon saine, les habitants. Autre ambition, assurer des revenus aux agriculteurs et leur permettre d'avoir une assurance de pérennité de leur activité sur le territoire et enfin, dynamiser cette filière qu'est l'agriculture.

Comme dans tous les domaines, l'alimentation fait aussi face à des inégalités. « *Aujourd'hui tout le monde n'a pas accès à une nourriture de qualité donc c'est aussi un moyen d'aller vers cet équilibre là* », tient à souligner Florence Jardin. Le but ici, c'est donc de construire une forme de solidarité entre les professionnels, les

consommateurs et la collectivité qui harmonise ce dispositif. Un dispositif qui s'insère à la fois dans l'innovation, mais qui sert aussi à préparer le futur, explique la présidente: « *On prend acte des expériences qu'on vient de vivre notamment avec la crise sanitaire, on anticipe et on se prépare à gérer différemment cette chaîne de l'alimentation* ».

La suite après l'enquête

« *L'enquête s'inscrit dans la première étape de diagnostic et la clôture. Avec cette enquête on a tous les éléments de diagnostic pour commencer à travailler* », explique Fredy Poirier. Elle a recueilli 2366 réponses. « *C'est beaucoup pour une enquête de ce type, c'est la preuve que la question alimentaire intéresse les habitants du territoire* », souligne Bérengère Mendez. Deux raisons motivent l'achat de produits locaux, selon l'enquête. La première, c'est le soutien aux agriculteurs locaux, pour 86% des répondants. Pour 78%, c'est pour le respect des saisons et de l'environnement. Pour consommer davantage de produits locaux, les répondants plébiscitent les rayons spécialisés en Grandes et Moyennes Surfaces (38%) et les commerces de proximité (34%).

Cette enquête a été réalisée durant le mois d'octobre 2020 et tourne autour de trois objectifs. D'abord, comprendre les habitudes de consommation actuelles des habitants, ensuite identifier les attentes des consommateurs du territoire et enfin informer les habitants de la démarche du Projet Alimentaire Territorial (PAT)

Avec ces premiers chiffres, élus communaux et intercommunaux de la Communauté urbaine de Grand Poitiers et des Communautés de communes du Haut-Poitou et des Vallées du Clain font le point. Lors d'un premier forum tenu ce 2 novembre, le thème tourne autour de « *quels futurs souhaitables pour notre alimentation ?* ». À cette occasion, le diagnostic de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire de Grand Poitiers, du Haut-Poitou et de la Vallée du Clain, a été présenté, ainsi que les résultats de l'enquête. Pour 1 répondant sur 2, un produit « local » est produit « dans le département », développe Bérengère Mendez. L'achat de produits locaux est une pratique qui est déjà bien inscrite dans la vie des répondants, car 94% d'entre eux déclarent acheter des produits locaux dont 70% le font « fréquemment ». Pour ceux qui ne le font pas encore, 44% se disent prêts à changer leurs habitudes alimentaires pour aller vers plus de local.

En décembre est prévu un autre forum, cette fois articulé autour du thème « *quels futurs possibles pour notre alimentation ?* ». Enfin, de janvier à mars, des ateliers de co-construction du programme d'actions du Projet Alimentaire Territorial auront lieu.

Des actions concrètes

Ces ateliers permettront de co-construire un programme d'actions concrètes en faveur d'une alimentation locale, durable et de qualité, et accessible à tous. Les porteurs de projets sont à la fois publics et privés. Le programme pourra englober différents types d'actions dans les différents domaines qui touchent à l'alimentation comme l'économie alimentaire avec la juste rémunération des producteurs. Mais aussi la nutrition et la santé avec tout un travail de sensibilisation aux enjeux nutritionnels, de lutte contre les perturbateurs endocriniens, par exemple.

Des actions concrètes sont déjà mises en place, explique Fredy Poirier: « *il y a un projet de création d'atelier de transformation de viande avec des agriculteurs. Une quinzaine d'agriculteurs travaillent sur la configuration de l'outil* ». Pour Gilbert Beaujaneau, président de la communauté de communes des Vallées du Clain : « *il faut accompagner des collectivités dans la rédaction du cahier des charges* ». Il rajoute que des actions « *sur le développement durable dans les écoles, et de lutte contre le gaspillage alimentaire* » sont prévues pour 2021. Dans les foyers, le tri des déchets et des emballages est déjà une pratique bien inscrite dans leur quotidien, car 95% des répondants déclarent le faire, et 61% disent pratiquer le compostage. Un projet prometteur qui est en train de voir le jour.

Vous pouvez retrouver l'intégralité des résultats de l'enquête sur le site internet de [Grand Poitiers](http://GrandPoitiers.fr).

Mélanie Philips

Crédit Photo : Grand Poitiers
Publié sur aqui.fr le 04/11/2020
[Url de cet article](#)